

Au Congo, les entrepreneurs wallons visent l'eau et l'énergie

AFRIQUE Le ministre Marcourt à la tête d'une imposante délégation

- Cinquante chefs d'entreprise et universitaires sont arrivés dimanche à Kinshasa.
- Ils sont emmenés par le ministre wallon de l'Economie Jean-Claude Marcourt.
- Ils ont pu prendre la mesure à la fois des défis à relever et des potentialités du pays.

KINSHASA

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Ndjili, dans la périphérie de Kinshasa. A deux kilomètres de la rivière du même nom qui traverse la ville, la Regideso capte, fait décanter, épure puis distribue 330.000 mètres cubes d'eau par jour. Aux représentants et aux ingénieurs-conseils des entreprises spécialisées dans le secteur de l'eau comme Balteau ou Altech Saf, le directeur provincial de la Regideso Gervais Ntariba fait toucher du doigt l'ampleur du problème : « Inaugurée par le président Mobutu en 1984, cette station fonctionnait avec l'aide de la coopération belge jusqu'en 1990. Lorsque la coopération fut rompue, nous avons été laissés à nous-mêmes. Mais le travail s'est poursuivi et aujourd'hui, avec les autres stations de Ngaliema, Lukaya, Maluku, la Regideso réussit tout de même à fournir chaque jour 600.000 mètres cubes d'eau

propre aux Kinois. Cependant l'extension de la ville est telle qu'il en faudrait au moins 750.000 : nous estimons le déficit à 200.000 mètres cubes par jour ! En 2020, nous devrions arriver à l'équilibre. Nous voulons investir dans les infrastructures de base, mais la ville ne cesse de s'étendre, elle compte aujourd'hui plus de dix millions d'habitants et il n'y a toujours pas de plan directeur... »

Les visiteurs wallons soupirent : l'un se verrait bien être associé à cette tâche gigantesque, fournir de l'eau aux habitants de l'une des plus grandes villes d'Afrique. L'autre, un expert dans la planification de Liège, s'associerait volontiers à la mise au point d'un « master plan » pour Kinshasa. Et un troisième, familier du pays, soupire plus profondément encore : « Investir, oui, mais les risques subsistent, l'avenir politique marqué par les échéances électorales demeure incertain... »

C'est pour répondre à de telles questions que Jérôme Roux, attaché commercial de Wallonie-Bruxelles International, a organisé un planning d'enfer pour ses hôtes, tous des spécialistes reconnus dans deux secteurs spécifiques, l'énergie et l'eau : des visites sur le terrain, des entretiens de haut niveau avec, pour commencer, le ministre Bahati Lukwebo chargé de l'économie nationale. Volontariste, Jean-Claude Marcourt balaie craintes et objections : « oui, des risques subsistent, oui nous devons plaider

pour plus de transparence, mais il est plus que temps de faire le voyage, tous les autres sont déjà là, les Chinois, les Indiens, les Américains. Devrons nous être les derniers dans ce pays-ci ? »

Accueillant la délégation, le ministre Bahati avait lui-même tenu à rassurer ses hôtes et à rappeler les opportunités qu'offre le Congo : « Il est classé par Doing Business dans le top 10 des pays ayant accompli le plus de réformes, la croissance a atteint 9,5 % en 2014 et pourrait passer à 10 % l'an prochain, surtout grâce à la production du secteur minier et de l'agro-business.

L'énergie doit être le moteur de cette croissance... »

Cependant, la réalité est moins glorieuse : si le seul fleuve Congo possède des ressources énergétiques potentielles évaluées à 100.000 megawatts, 9 % seulement de la population a accès à l'électricité. Et si la RDC est le château d'eau de l'Afrique, détenant 55 % des réserves en eau douce du continent, seulement 22 % de la population a accès à l'eau potable, dont 12 % en milieu rural...

Le secteur minier lui-même est sanctionné par la pénurie d'électricité, qui paralyse le développement des grands projets.

Cette conjonction des besoins et des ressources potentielles fait briller les yeux des chefs d'entreprise wallons : sans vouloir jouer dans la cour des géants, ils lorgnent des niches intermédiaires, qu'il s'agisse de petites stations d'épuration, de barrages sur les cours d'eau moyens, de

MICHEL ET ARENA**Film interdit**

Les députés européens Marie Arena et Louis Michel, dans un communiqué, *« regrettent vivement l'interdiction de la projection du film "L'Homme qui répare les femmes" en RDC. Selon eux, « dire que " ce film discrédite et démoralise les forces armées" ne justifie pas la gravité de la décision prise. Les témoignages repris dans ce documentaire retracent la dure réalité vécue par des milliers de femmes, mais aussi leur capacité à retrouver la force de vivre avec dignité ».*

travaux d'assainissement. Et tous admirent la performance de la société Log tech, qui vient de signer, en présence du ministre Marcourt, un contrat de 2.300.000 euros portant sur la fourniture d'équipements aux laboratoires de la faculté polytechnique de Kinshasa. ■

COLETTE BRAECKMAN